



Le Pays Rochois
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

DOSSIER DE DEMANDE D'INDEMNISATION

Cadre réservé à l'administration

Date de réception :

Dossier suivi par :

N° de dossier :

I. IDENTIFICATION DE LA DEMANDE

Renseignements

Nom et prénom du responsable de la société :

Modalité d'exploitation du fonds de commerce (propriétaire exploitant, contrat de franchise, location de gérance, autre à préciser...) :

Dénomination Sociale :

Enseigne ou sigle :

Adresse de l'exploitation :

Nature de l'activité :

Coordonnées :

- Tél fixe et portable :

- Adresse mail :

Période des travaux pour lesquels l'indemnisation est sollicitée (de date à date ; jour, mois, année) :

Je certifie l'exactitude des informations contenues dans le présent dossier.

Fait à :

Le :

Signature

II. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Extrait d'immatriculation du registre des commerces ou du répertoire des métiers récent à joindre
(Voir liste des justificatifs à joindre au dossier)

Date de création de l'établissement objet du présent dossier :

N° SIREN :

N° SIRET :

Code NAF (Nomenclature des Activités Françaises) :

Forme juridique :

- Entreprise individuelle
- SA
- SARL
- EURL
- Société de fait
- SNC
- Autre, préciser

Régime fiscal :

Adresse du siège social (si différent de l'établissement objet du présent dossier) :

.....
.....
.....

Effectifs à la date du dépôt du dossier :

Evolution des effectifs sur les 3 dernières années :

Année N-1 :

Année N-2 :

Année N-3 :

III. CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTREPRISE

Activité détaillée (préciser les modalités de commercialisation des produits ou services rendus : vente sur rendez-vous, vente d'impulsion, vente liée à une saisonnalité, etc) :

.....
.....
.....
.....
.....

Jours et heures d'ouverture :

.....
.....

Indication des périodes de fermeture annuelle au cours des trois années écoulées :

.....
.....
.....

Nature de la clientèle (particulier / entreprise) :

Type de clientèle (clientèle de proximité, de passage, résidents, travailleurs) :

.....
.....
.....

Occupation du domaine public : OUI NON

Si oui, nature de l'autorisation accordée :

.....

Cette autorisation a-t-elle été modifiée ou retirée à l'occasion des travaux ? :

OUI NON

Dans le cas des établissements de restauration préciser votre activité (cafés, brasseries, restaurants) :

.....

La capacité d'accueil de l'établissement :

- Nombre de places en salle :

- En terrasse extérieure :

- En terrasse intérieure :

IV. ÉLÉMENTS D'ÉVALUATION DU PREJUDICE

Date de début des travaux ayant eu un impact sur l'activité de l'entreprise :

.....

.....

Accessibilité à l'entreprise (indiquer les voies d'accès avant les travaux), préciser les restrictions d'accès pendant les travaux (importance, période, durée) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Autres nuisances (préciser l'existence de nuisances autres que celles résultant des restrictions d'accès, ayant profondément affecté les conditions d'exploitation) :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Mesures d'adaptations éventuelles prises en raison des difficultés :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Gestion des ressources humaines (Activité partielle du personnel, fermeture pour congés annuels, évolution des effectifs....) :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

V. INCIDENCE DES TRAVAUX SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LA MARGE BRUTE

IMPORTANT

- Pour les activités multiples comme les bars/tabacs produire un tableau des chiffres d'affaires par activité accompagné du taux de commission.
- Pour les activités multi-sites : produire CA annuel HT par site des 5 derniers exercices précédant la demande + l'affectation comptable retenue en comptabilité générale pour la répartition mensuelle du CA HT pour les 5 derniers exercices précédant la demande

Chiffre d'affaires en € HT	N - 5	N - 4	N - 3	N - 2	N - 1	N
Janvier						
Février						
Mars						
Avril						
Mai						
Juin						
Juillet						
Août						
Septembre						
Octobre						
Novembre						
Décembre						
Totaux						
Variation perte du chiffre d'affaires						
Marge brute en %						
Surcoûts liés aux travaux						

Date de clôture de l'exercice comptable :

Montant de l'indemnité demandée :

Période des travaux pour laquelle l'indemnisation est sollicitée :

Du / / au / /

Je soussigné, (nom, prénom) : en ma qualité d'expert-comptable, comptable, certifie l'exactitude des renseignements comptables du présent dossier.

Date :

Signature et cachet :

LISTE DES JUSTIFICATIFS

À joindre au dossier

Pièces obligatoires à joindre selon la situation fiscale du demandeur

- Extrait Kbis ou immatriculation à la chambre des métiers de moins de 3 mois
- Une note succincte (maximum 2 pages) décrivant clairement les nuisances (bruit, accès dégradé, façade masquée, tables en terrasse partiellement ou totalement condamnées ...) et les dates de ces désagréments.
- Liasses fiscales, bilan, compte de résultat et soldes intermédiaires de gestion globaux et détaillés des 5 dernières années de référence accompagnés de l'attestation de l'expert-comptable, ou à défaut, depuis la date d'installation
- Comptes annuels 2022 s'ils sont établis, ou à défaut, balance générale des comptes provisoires 2022.
- Tableau des chiffres d'affaires mensuels sur les exercices 2017 à 2021 inclus, ce tableau devra être attesté par l'expert-comptable et le total annuel des chiffres d'affaires mensuels devra correspondre au chiffre d'affaires annuel porté sur les déclarations fiscales.
- En cas de sites multiples ou de secteurs d'activités multiples, il conviendra de produire en complément les mêmes informations mais ventilées par sites ou par secteurs d'activités, de façon à permettre à la commission de retracer l'évolution des résultats sur les seules activités sinistrées. Ces données sectorielles devront être attestées par l'expert-comptable.
- Attestation sur l'honneur par le dirigeant que les informations produites sont sincères et permettent de retracer au mieux de sa connaissance l'évolution de la ou des seule(s) activité(s) affectée(s) par les travaux (à établir sur feuille libre).
- Factures et / ou, le cas échéant 3 devis pour des surcoûts liés aux travaux hors charges d'exploitation
- Attestation de vigilance des organismes sociaux.
- Dans l'hypothèse où l'établissement occupe, ou a occupé le domaine public (terrasse, étal ...), présenter l'autorisation d'occupation de ce domaine public.
- Un relevé d'identité bancaire (RIB)

Pièces facultatives :

- Les photos significatives sur la situation du point de vente pendant les travaux
- Toutes pièces de nature à établir la réalité des préjudices subis du fait des travaux et le bienfondé de la demande d'indemnisation

La commission se réserve également le droit de demander au requérant toute autre pièce jugée nécessaire à l'instruction du dossier.

En cas d'éligibilité de votre dossier, des pièces comptables complémentaires pourront être demandées.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Obligations fiscales et sociales

Je soussigné(e) :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Agissant au nom et pour le compte de :

.....

Atteste sur l'honneur avoir satisfait à l'ensemble de mes obligations fiscales et sociales, déclarations.

Pour ces derniers, je déclare :

- Avoir sollicité des délais de paiement
- Avoir obtenu l'octroi de délais de paiement
- Ne pas avoir obtenu de délais de paiement
- Ne pas avoir sollicité de délais de paiement

Auprès de :

- Recette des impôts
- MSA
- URSSAF
- Trésor Public

Autre (à préciser) :

Fait à :

Le :

Signature et cachet

DÉPÔT DES DOSSIERS

Votre dossier est à retourner par recommandé avec avis de réception ou à l'accueil de la communauté de communes contre récépissé

**A l'attention du,
Président de la commission d'indemnisation
Communauté de communes du Pays Rochois
Direction Aménagement et Développement Territorial
1 place Andrevetan
74 800 LA ROCHE SUR FORON**

Nous vous rappelons que toutes les rubriques doivent être renseignées obligatoirement.

La commission conservant l'intégralité du dossier, pensez également à conserver une copie avant de nous l'adresser.